

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 9 août 1937 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (pièces en porcelaine ou toute autre matière céramique pour l'électricité). (Arrêté de promulgation du 28 novembre 1937). 576
- Décret du 26 octobre 1937 approuvant les dispositions de l'arrêté n° 480 du 26 août 1937 du Commissaire de la République au Togo, portant attribution de l'indemnité spéciale temporaire mensuelle aux fonctionnaires et agents appartenant à des cadres généraux en service au Togo. (Arrêté de promulgation du 28 novembre 1937). 577
- Décret du 3 novembre 1937 complétant l'article 37 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux. (Arrêté de promulgation du 9 décembre 1937). 577

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 25 novembre 1937 fixant pour 1938 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo. 578
- Arrêté du 25 novembre 1937 complétant l'arrêté n° 467 du 15 août 1933 portant réorganisation de la garde indigène du Togo. 578
- Arrêté du 28 novembre 1937 accordant une prime de transport pour les arachides originaires du Togo et en provenance de la région située au nord de la rivière La Kara et transportées par véhicules automobiles jusqu'à Blitta. 578

- Arrêté du 29 novembre 1937 approuvant et rendant exécutoires certains rôles supplémentaires, 3^e trimestre, exercice 1937. 579
- Arrêté du 30 novembre 1937 plaçant le cours public de langue ewé sous l'autorité du chef du service de l'enseignement et instituant un brevet de connaissance pratique de langue ewé. 581
- Décision du 30 novembre 1937 portant organisation du cours public de langue ewé pour l'année scolaire « 1^{er} décembre 1937 — 31 août 1938 » 581
- Arrêté du 30 novembre 1937 fixant les taux et réglementant à nouveau les indemnités de charges de famille du personnel indigène des cadres locaux du Togo et des cadres indigènes de l'A. O. F., en service au Togo. 581
- Arrêté du 30 novembre 1937 modifiant au Togo le régime des correspondances télégraphiques officielles. 583
- Décision du 1^{er} décembre 1937 fixant les modalités d'attribution de la prime de transport en faveur des arachides prévue par l'arrêté n° 624 du 28 novembre 1937. 583
- Arrêté du 3 décembre 1937 relatif à la participation de l'armée au maintien de l'ordre public dans les territoires du Togo placés sous le mandat de la France. 584
- Décision du 3 décembre 1937 portant abrogation de la décision n° 189 du 20 mars 1937 interdisant la vente des arachides dans le cercle du nord. 588
- Nominations, mutations etc. concernant le personnel. 588
- Divers. 589
- Textes publiés à titre d'information. 598

PARTIE NON OFFICIELLE

- Augmentation de capital social Cie F. A. O. 600
- Avis 600

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Indication d'origine de certains produits étrangers
(pièces en porcelaine ou toute autre matière
céramique pour l'électricité)**

ARRETE N° 623 promulguant au Togo le décret du 9 août 1937 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (pièces en porcelaine ou toute autre matière céramique pour l'électricité).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, promulguée au Togo par arrêté du 20 septembre 1932;

Vu le décret du 9 août 1937 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (pièces en porcelaine ou toute autre matière céramique pour l'électricité);

Vu la dépêche ministérielle (colonies) n° 2022 en date du 27 août 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 9 août 1937 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (pièces en porcelaine ou toute autre matière céramique pour l'électricité).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 novembre 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances;

Vu la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers et notamment ses articles 1^{er} et 2 ainsi conçus :

« Art. 1^{er}. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie, ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine.

« Art. 2. — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus, suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi ».

Vu l'article 29 du code des douanes, annexé au décret du 26 décembre 1934;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle, en date du 30 novembre 1936;

Le conseil d'Etat entendu;

*** DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont soumises aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après, les pièces pour l'électricité en faïence, porcelaine, grès blanc ou de couleur, poterie, verre, cristal, stéatite ou matières analogues munies ou non de parties métalliques (positions 347 bis A, 347 bis B et 630 sixies du tarif des douanes).

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter l'indication de leur pays d'origine en caractères latins indélébiles et manifestement apparents.

Cette indication viendra de façonnage ou sera faite au tampon au moyen d'oxyde métallique et cuite avec la pièce sur les pièces en porcelaine ou matière céramique; ou sera gravée ou coulée dans le métal sur les pièces métalliques fixées indissolublement aux parties céramiques.

Sont dispensés de l'apposition sur les objets eux-mêmes de l'indication d'origine obligatoire :

1° — Les articles qui, par leur dimension, leur forme, leur composition ou par l'usage auquel ils sont destinés, ne peuvent manifestement pas en être directement revêtus;

2° — Les articles formant partie d'un ensemble dont ils ne peuvent être séparés sans détérioration, et portant lui-même la marque d'origine;

3° — Les pièces de rechange de matériel étranger précédemment importé, destinées à l'entretien et à la réparation de ce matériel et que les importateurs déclareront réservées à cet usage sur la formule de leur déclaration en douane, pourvu que l'importation s'applique à un nombre intime de pièces et qu'elle soit effectuée par les bureaux de douane de Paris-douane centrale ou de Strasbourg.

Dans les trois cas ci-dessus mentionnés, la dispense d'apposer l'indication d'origine sur les objets eux-mêmes n'est accordée qu'à la condition que cette indication figure sur le conditionnement ou l'emballage et, si les objets sont vendus au détail, sans conditionnement ni emballage, sur le dispositif servant à leur présentation à l'acheteur.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au journal officiel.

Toutefois, les produits étrangers qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente, et vendus, si le vendeur en indique expressément à l'acheteur le pays d'origine par une mention spéciale sur la facture.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit ni les emballages ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.

ART. 4. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Mercy-le-Haut, le 9 août 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,
Fernand CHAPSAL.

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

Approbation de l'arrêté portant attribution de l'indemnité spéciale temporaire mensuelle aux fonctionnaires et agents appartenant à des cadres généraux en service au Togo

ARRETE N° 622 promulguant au Togo le décret du 26 octobre 1937 approuvant les dispositions de l'arrêté n° 480 du 26 août 1937 du Commissaire de la République au Togo, portant attribution de l'indemnité spéciale temporaire mensuelle aux fonctionnaires et agents appartenant à des cadres généraux en service au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 octobre 1937 approuvant les dispositions de l'arrêté n° 480 du 26 août 1937 du Commissaire de la République au Togo, portant attribution de l'indemnité spéciale temporaire mensuelle aux fonctionnaires et agents appartenant à des cadres généraux en service au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 octobre 1937 approuvant les dispositions de l'arrêté n° 480 du 26 août 1937 du Commissaire de la République au Togo, portant attribution de l'indemnité spéciale temporaire mensuelle aux fonctionnaires et agents appartenant à des cadres généraux en service au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 novembre 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives au Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 3 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu les décrets du 23 juillet 1937 relatifs au régime de solde et des accessoires de solde du personnel colonial;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont approuvées les dispositions de l'arrêté n° 480 du 26 août 1937, pris en conseil d'administration par le Commissaire de la République au Togo et portant attribution d'une indemnité spéciale temporaire mensuelle aux fonctionnaires et agents appartenant à des cadres généraux.

Fait à Paris, le 26 octobre 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux

ARRETE N° 631 promulguant au Togo le décret du 3 novembre 1937 complétant l'article 37 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 3 novembre 1937 complétant l'article 37 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 novembre 1937 complétant l'article 37 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 décembre 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 37 du décret du 2 mars 1910 est complété comme suit :

« Toutefois, lorsque des fonctionnaires, employés, agents des services coloniaux et des fonctionnaires ou agents des services métropolitains détachés aux colonies effectueront, pendant leurs congés administratifs, des périodes d'instruction ou de réserve dans un corps ou un service de la métropole, les congés seront considérés comme suspendus au cours de l'exécution de ces périodes. Pendant la durée de ces suspensions, les intéressés auront droit à la solde entière de présence ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 novembre 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République,
Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Société indigène de prévoyance

ARRETE N° 619 fixant pour 1938 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 autorisant la création des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo;

Vu le décret du 31 juillet 1937 modifiant le décret sus énoncé du 3 novembre 1934;

Vu l'arrêté n° 552 du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo;

Vu l'arrêté n° 599 du 14 novembre 1937 portant création des sociétés indigènes de prévoyance dans les subdivisions de Lomé, Tsévié, Anécho, Atakpamé, Palimé, Sokodé, Lama-Kara, Bassari;

Vu les délibérations du conseil économique et financier;

Sous réserve d'approbation par le gouverneur général de l'A. O. F. Haut-Commissaire de la République;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 novembre 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles sont fixés ainsi qu'il suit pour l'année 1938 :

Sociétés indigènes de prévoyance de Palimé	5 frs.
Sociétés indigènes de prévoyance de Lomé,	
Tsévié, Anécho	4 frs.
Sociétés indigènes de prévoyance d'Atakpamé, Mango.	3 frs.
Sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé, Bassari, Lama-Kara	2 frs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 novembre 1937.

MONTAGNE.

(Approuvé par T. O. n° 234 S. T. du 8 décembre 1937 du Gouverneur Général, Haut Commissaire de la République au Togo).

Garde indigène

ARRETE N° 621 complétant l'arrêté n° 467 du 15 août 1933 portant réorganisation de la garde indigène du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

*Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, portant réorganisation de la garde indigène du Togo;

Vu la lettre n° 673 BM/X en date du 18 octobre 1937 du capitaine commandant les forces de police du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 467 du 15 août 1933 portant réorganisation de la garde indigène du Togo, est complété de la façon suivante :

Article 10. — (Discipline). — Après « par le commissaire de police et le chef du peloton de dépôt »

Ajouter :

« Par les chefs de détachements et de subdivisions : 4 jours de prison avec retenue de solde ».

A la fin de l'article 10, ajouter : « En ce qui concerne les gradés, à partir de brigadier-chef (ce grade inclus), les punitions de prison avec ou sans retenue de solde sont transformées en jours d'arrêts simples de rigueur ».

Article 13. — (Permissions, congés). — Ajouter à la fin de l'article 13, le passage suivant :

« Sous réserve d'un compte rendu immédiat au Commissaire de la République, des permissions exceptionnelles de 6 jours, sans la gratuité du transport, peuvent être accordées aux gardes par les commandants de pelotons et de subdivisions dans des cas urgents : décès, maladie, affaires de familles. Ces permissions ne viennent pas en déduction des permissions normales ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 novembre 1937.

MONTAGNE.

Prime de transport

ARRETE N° 624 accordant une prime de transport pour les arachides originaires du Togo et en provenance de la région située au nord de la rivière La Kara et transportées par véhicules automobiles jusqu'à Blittah.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 6 août 1933 fixant dans la métropole les droits de douane sur les fruits et graines, oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés;

Vu l'arrêté n° 294 du 3 août 1936 accordant une prime de transport pour les produits oléagineux transportés par véhicules automobiles du nord du territoire jusqu'à Blittah;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 novembre 1937;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Il est accordé pour les arachides originaires du Territoire récoltées dans la région située au nord de la rivière La Kara (cercle de Mango) et subdivision de Lama-Kara (cercle de Sokodé) et transportées par véhicules automobiles d'un point quelconque de ces deux circonscriptions jusqu'à Blittah, point terminus de la voie ferrée, une prime de transport de cinquante (50) francs par tonne.

Pour les arachides transportées en coques, le taux de cette prime est réduit de cinquante pour cent.

ART. 2. — Ladite prime ne sera mandatée que pour les transports effectués entre le 1^{er} décembre 1937 et 30 avril 1938.

ART. 3. — Le transport des arachides dans le sens de la montée, c'est-à-dire de la région située au sud de la rivière La Kara vers la région située au nord de cette rivière est rigoureusement interdit.

Un poste de contrôle sera établi à cet effet au pont de La Kara.

Toute infraction à cette prescription entraînera pour le responsable la suppression du bénéfice de la prime jusqu'à la clôture de la campagne, c'est-à-dire 30 avril 1938.

La même sanction est appliquée pour toute tentative de fraude concernant la certification d'origine et les quantités certifiées.

ART. 4. — Les modalités d'application du présent arrêté seront fixées par décision du Commissaire de la République.

ART. 5. — Vu l'urgence le présent arrêté qui est rendu applicable à compter du 1^{er} décembre 1937 sera affiché à la mairie de Lomé, dans tous les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de poste.

ART. 6. — Le présent arrêté, qui abroge l'arrêté n° 294 du 3 août 1936, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 novembre 1937.

MONTAGNE.

Rôles supplémentaires

Par arrêté n° 625 du :

29 novembre 1937. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires 3^e trimestre 1937 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de
1^o — deux cent soixante dix mille quatre cent quatre vingt dix neuf francs quarante cinq centimes revenant au budget local
2^o — mille sept cent quatre vingt treize francs revenant au budget communal.

N° DU ROLE	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
205	Sokodé	Impôt personnel indigène catég. ordinaire	580,—	580,—
206	—	Population flottante	60,—	60,—
207	—	Patentes	100,—	100,—
208	—	Bicyclettes	90,—	90,—
209	Bassari	Impôt personnel ind. catég. supérieure	60,—	
		Rachats prestations	15,—	75,—
210	—	Impôt personnel ind. catég. inférieure	28,—	28,—
211	—	Population flottante	600,—	600,—
212	—	Permis port d'armes	80,—	80,—
213	—	Bicyclettes	315,—	315,—
214	Lama-Kara	Impôt personnel ind. catég. ordinaire	2 023,—	2.023,—
215	—	Patentes	185,—	185,—
216	—	Licences	50,—	50,—
217	—	Armes perfectionnées	20,—	20,—
218	—	Bicyclettes	60,—	60,—
219	Anécho	Impôt personnel ind. catég. ordinaire	96,—	
		Rachats prestations	8,—	104,—
220	—	Patentes	7.110,—	7.110,—
221	—	Licences	1.375,—	1.375,—
222	—	Armes perfectionnées	80,—	80,—
223	—	Armes non perfectionnées	3.802,—	3.802,—
224	—	Bicyclettes	2.640,—	2.640,—
225	Mango	Impôt personnel ind. catég. ordinaire	950,—	950,—
226	—	Population flottante	600,—	600,—
227	—	Patentes	425,—	425,—
228	—	Armes perfectionnées	180,—	180,—
		<i>à reporter</i>		21.532,—

N° DU ROLE	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
		<i>report</i>		21.532,—
229	Mango	Armes non perfectionnées	800,—	800,—
230	—	Bicyclettes	675,—	675,—
231	Atakpamé	Rachats prestations ind. catég. ordinaire	1.734,—	1.734,—
232	—	Population flottante	600,—	600,—
233	—	Patentes	5.895,—	5.895,—
234	—	Licences	125,—	125,—
235	—	Armes perfectionnées	480,—	480,—
236	—	Armes non perfectionnées	2.400,—	2.400,—
237	—	Bicyclettes	645,—	645,—
238	Palimé	Impôt personnel et taxe additionnelle	690,—	
		Rachats prest. et taxe additionnelle	60,—	750,—
239	—	Impôt personnel indigène catég. supérieure	175,—	
		Rachats prest. ind. catégorie supérieure	25,—	200,—
240	—	Population flottante	250,—	250,—
241	—	Patentes	3.850,—	3.850,—
242	—	Licences	2.300,—	2.300,—
243	—	Armes perfectionnées	120,—	120,—
244	—	Armes non perfectionnées	2.312,—	2.312,—
245	—	Bicyclettes	405,—	405,—
246	Lomé (Trésor)	Taxe enlèvement ordures ménagères	1.793,—	1.793,—
247	—	Patentes	1.775,—	
		C. A. à la C. M.	88,75	1.863,75
248	—	Licences	375,—	
		C. A. à la C. M.	18,75	393,75
249	Lomé (Agence)	Impôt personnel et taxe additionnelle	230,—	
		C. A. à la C. M.	11,50	
		Rachats prestations	30,—	271,50
250	—	Impôt personnel indigène catég. supérieure	2.420,—	
		C. A. à la C. M.	121,—	
		Rachats prestations	380,—	2.921,—
251	—	Population flottante	150,—	
		C. A. à la C. M.	7,50	157,50
252	—	Patentes	440,—	
		C. A. à la C. M.	22,—	462,—
253	—	Licences	50,—	
		C. A. à la C. M.	2,50	52,50
254	—	Armes perfectionnées	160,—	
		C. A. à la C. M.	8,—	168,—
255	—	Armes non perfectionnées	24,—	
		C. A. à la C. M.	1,20	25,20
256	—	Bicyclettes	675,—	
		C. A. à la C. M.	33,75	708,75
257	Lomé — Subdivision	Patentes	1.462,50	1.462,50
258	—	Licences	50,—	50,—
259	—	Armes non perfectionnées	288,—	288,—
260	—	Bicyclettes	195,—	195,—
261	Tsévié	Impôt personnel indigène catég. supérieure	60,—	
		Rachats prestations	15,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	80,—	155,—
262	—	Impôt personnel indigène catég. ordinaire	55.776,—	55.776,—
263	—	Rachats prestations ind. catég. ordinaire	121.360,—	121.360,—
264	—	Patentes	19.963,75	19.963,75
265	—	Licences	4.725,—	4.725,—
266	—	Licences	775,—	775,—
267	—	Taxe sur armes non perfectionnées	10.016,—	10.016,—
268	—	Bicyclettes	3.375,—	3.375,—
269	Lomé (Trésor)	Patente	25,—	
		C. A. à la C. M.	1,25	26,25
270	Bassari	Impôt personnel indigène catég. supérieure	125,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	20,—	145,—
		TOTAL		272.292,45

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 26 novembre 1937.

Cours public de langue ewé

ARRETE N° 627 plaçant le cours public de langue ewé sous l'autorité du chef du service de l'enseignement et instituant un brevet de connaissance pratique de langue ewé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la note de service n° 409 du 1^{er} mars 1937 créant à Lomé un cours public de langue Ewé;

Vu les nécessités de service;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un cours public de langue ewé ayant pour but de permettre aux européens d'acquérir une connaissance pratique de la langue du pays et de resserrer ainsi les liens de compréhension mutuelle entre européens et indigènes, a été institué à Lomé par note de service n° 409 en date du 1^{er} mars 1937.

Le cours est placé sous l'autorité du chef du service de l'enseignement.

ART. 2. — L'année scolaire commence le premier décembre et se termine le 31 août. Au début de chaque année scolaire une décision du Commissaire de la République fixe les modalités d'organisation du cours, le nombre de séances hebdomadaires, les programmes à suivre, et nomme le professeur chargé du cours.

ART. 3. — A la fin de chaque année scolaire, et en principe pendant le mois d'août, les auditeurs de souche européenne peuvent se présenter à l'examen pour l'obtention du brevet de connaissance pratique de langue ewé.

Cet examen comporte :

- 1° — Des épreuves écrites,
- 2° — épreuves orales.

Les épreuves écrites comprennent :

- 1° — Une version portant sur un texte facile d'une vingtaine de lignes en langue ewé; durée 1 heure.
- 2° — Un thème portant sur un texte français facile d'une vingtaine de lignes; durée 1 heure.

L'usage du dictionnaire n'est pas autorisé.

Les épreuves écrites sont notées de zéro à 20 et les notes affectées du coefficient 2. Sont autorisés à se présenter aux épreuves orales, les auditeurs ayant obtenu la moyenne de 12 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites, soit 48 points.

Les épreuves orales comprennent :

- 1° — Une épreuve de lecture, et traduction d'un texte ewé; avec interrogation sur la grammaire ewé, coefficient 2;

2° — Une épreuve de conversation courante en langue ewé; coefficient 1;

3° — Une épreuve de traduction orale français-ewé et ewé-français (interprétation) coefficient 2;

Les épreuves orales sont notées de 0 à 20 et les notes affectées du coefficient relatif à chaque épreuve.

Les candidats ayant obtenu une moyenne générale de 14 sur 20, c'est-à-dire un total de 126 points, recevront un diplôme délivré par le Commissaire de la République.

ART. 4. — La commission chargée de faire subir et de corriger les épreuves du brevet de connaissance pratique de la langue ewé est nommée, chaque année, par décision du Commissaire de la République.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1937.

MONTAGNE.

DECISION N° 709 portant organisation du cours public de langue ewé pour l'année scolaire « 1^{er} décembre 1937 — 31 août 1938 ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 627 du 30 novembre 1937 plaçant le cours public de langue ewé sous l'autorité du chef du service de l'enseignement et instituant un brevet de connaissance pratique de langue ewé;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le cours public de langue ewé, pour l'année scolaire « 1^{er} décembre 1937-31 août 1938 » commencera le 3 décembre 1937 et aura lieu à raison de 2 séances par semaine dans l'une des salles du 1^{er} étage du pavillon de documentation générale du Territoire.

Il sera professé par M. Savi de Tové qui recevra à ce titre une rétribution mensuelle de 400 francs pendant la durée du cours.

ART. 2. — Le programme comportera :

- 1° — L'étude du vocabulaire et de la grammaire ewé;
- 2° — La pratique de la lecture et de l'écriture de la langue;
- 3° — La pratique de la traduction orale et écrite français-ewé et ewé-français.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1937.

MONTAGNE.

Indemnités de charges de famille

ARRETE N° 628 fixant les taux et réglementant à nouveau les indemnités de charges de famille du personnel indigène des cadres locaux du Togo et des cadres indigènes de l'A. O. F., en service au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 17 février 1925 créant pour le personnel des cadres indigènes du Togo, ainsi que pour le personnel des cadres indigènes de l'A. O. F., en service au Togo, une indemnité de charges de famille, ensemble l'arrêté du 20 février 1926 le modifiant;

Vu l'arrêté du 7 février 1925 rendant applicable au Territoire le taux des allocations pour charges de famille prévues pour les fonctionnaires, agents et employés des cadres communs et locaux de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté du 19 août 1931 fixant les taux des indemnités de charges de famille du personnel indigène des cadres locaux du Togo et des cadres indigènes de l'A. O. F., en service au Togo;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1933 organisant l'état civil des personnes régies par les coutumes locales;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1934 fixant le taux et réglementant à nouveau les indemnités des charges de famille du personnel indigène des cadres locaux du Togo et des cadres indigènes de l'A. O. F., en service au Togo;

Vu l'approbation du gouverneur général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République au Togo;

Vu l'approbation ministérielle;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux annuels des indemnités pour charges de famille allouées au personnel des cadres locaux indigènes, en service au Togo, sont ainsi fixés :

Pour le 1 ^{er} enfant	270 francs.
Pour 2 ^e enfant	330 francs.
Pour 3 ^e enfant	400 francs.
Pour 4 ^e enfant et suivants	480 francs.

Le maximum des indemnités ne pourra être supérieur à la moitié de la solde de présence du chef de famille.

ART. 2. — Les indemnités sont acquises pour chaque enfant âgé de moins de 12 ans, régulièrement déclaré à l'état civil, et issue d'une union préalablement déclarée, dans les conditions de l'arrêté n° 438 du 31 juillet 1933, ou légalement à la charge de l'agent.

Les enfants adoptés n'ouvrent pas droit aux indemnités de charges de famille.

ART. 3. — L'indemnité est allouée pour chaque enfant, âgé de moins de 15 ans, poursuivant des études certifiées par un certificat de scolarité délivré par les chefs d'établissement.

Elle n'est allouée pour l'enfant *agé de plus de 15 ans* et de moins de 21 ans que si ce dernier poursuit ses études dans un établissement d'enseignement supérieur ou secondaire.

Elle cesse d'être allouée, dans tous les cas, lorsque l'enfant est titulaire d'une bourse ou d'un secours scolaire ou s'il bénéficie de la gratuité de l'internat.

ART. 4. — Le nombre de mariages réguliers ouvrant droit aux indemnités pour enfant est limité à quatre pour les fonctionnaires de statut musulman et les ressortissants de coutume animistes.

Pour les adeptes des religions Catholique et Protestante et ceux qui pratiquent la monogamie, un seul mariage sera considéré.

ART. 5. — Les indemnités sont payables mensuellement et à terme échu. Lorsqu'un enfant est né au cours d'un mois, l'indemnité n'est due qu'à partir du premier jour du mois suivant. Si un enfant décède le mois entier est dû.

Lorsque le mari et la femme appartiennent tous deux au personnel administratif pouvant prétendre aux indemnités de charges de famille, il n'est alloué qu'une seule indemnité pour chacun des enfants et le soin du mandatement incombe au service qui emploie le mari, à charge pour ce service, de signaler, le cas échéant, au service qui emploie la femme, la prohibition du cumul.

ART. 6. — Pour la détermination du taux de l'indemnité, chaque enfant prend rang d'après son ordre de naissance quels que soient l'âge et la condition de ses aînés. Toutefois si un décès vient à se produire, avant l'âge de 12 ans parmi les enfants d'une famille nombreuse, les survivants qui viennent après sont décalés d'un rang de façon que l'énumération reste ininterrompue.

ART. 7. — Le droit à l'indemnité sera constaté et le mandatement sera effectué sur production des pièces suivantes :

1^o — Copies timbrées et certifiées conformes des actes de l'état civil enregistrés sur les registres spéciaux ouverts au chef-lieu de chaque circonscription administrative.

2^o — Eventuellement, certificats de scolarité prévus à l'article 3, copies conformes des décisions administratives ou judiciaires mettant légalement l'enfant à la charge de l'agent.

3^o — Chaque année dans la première quinzaine de janvier, les intéressés seront tenus de produire :

a) Un certificat de vie délivré par l'autorité administrative du lieu, comportant références aux dates des déclarations de naissance ou de mariage.

b) Un certificat attestant que les enfants sont réellement à leur charge et que les indemnités payées sont bien employées à leur entretien.

Faute d'observer ces dispositions, les indemnités ne seront dues qu'à compter du premier jour du mois qui suit la date de production des pièces.

ART. 8. — Pour tout agent admis dans les cadres, les pièces nécessaires seront produites avant tout mandatement.

Lorsqu'une déclaration sera effectuée hors les délais prévus par l'arrêté du 31 juillet 1933, les indemnités ne seront dues qu'à compter du premier mois qui suit le jour de la déclaration.

Dans tous les cas où l'allocation cessant d'être due, l'intéressé n'en aura pas avisé, dans le mois qui suit l'événement, l'autorité chargée de l'établissement des états ou mandats de solde, les reprises correspondantes aux sommes indûment perçues de ce fait seront immédiatement exercées, sans préjudice des sanctions administratives qui pourront intervenir.

ART. 9. — Les modalités du présent arrêté, à l'exception des taux, sont applicables aux gardes de cercle et miliciens en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions des arrêtés réglementant leur solde et leurs accessoires de solde.

ART. 10. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur au premier juillet 1937, abroge toutes dispositions antérieures, visées ou non, sous réserve des prescriptions de l'article précédent.

Lomé, le 30 novembre 1937.

MONTAGNE.

Régime des correspondances télégraphiques officielles*ARRETE N° 629 modifiant au Togo le régime des correspondances télégraphiques officielles.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 79 du 31 janvier 1929 fixant les franchises postales et télégraphiques;

Sur la proposition du délégué du chef du service des P. T. T.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1938 les correspondances télégraphiques officielles empruntant les lignes terrestres du Territoire seront soumises indistinctement aux mêmes taxes que les télégrammes privés.

ART. 2. — L'encaissement de toutes les taxes dues sera poursuivi par l'administration des P. T. T. à charge pour elle d'établir un relevé mensuel des télégrammes échangés qui sera soumis pour approbation, avant ordonnancement, au service intéressé.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures et contraires au présent arrêté.

ART. 4. — Le délégué du chef du service des postes et télégraphes, devra en ce qui le concerne, prendre toutes dispositions utiles pour l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1937.

MONTAGNE.

Prime de transport des arachides*DECISION N° 713 fixant les modalités d'attribution de la prime de transport en faveur des arachides prévue par l'arrêté n° 624 du 28 novembre 1937.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 624 du 28 novembre 1937 accordant une prime de transport pour les arachides originaires du Togo et en provenance de la région située au nord de la rivière La Kara et transportées par véhicules automobiles jusqu'à Blitta;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La prime de transport instituée en faveur des arachides par l'arrêté n° 624 du 28 novembre 1937 sera allouée suivant les modalités fixées ci-après :

1^o — Contrôle du lieu de stockage;

Pour être admisés au bénéfice de la prime, les arachides doivent avoir été présentées, ensachées ou mises en fûts, au chef de circonscription ou à son délégué.

Cette opération de contrôle donne lieu à la délivrance d'un certificat numéroté, détaché de carnets à double souche, côtés et paraphés par le commandant de cercle suivant une série numérique unique pour l'ensemble des carnets, et portant les indications suivantes :

- a) Localité de contrôle;
- b) Nom de la firme et de l'acheteur;
- c) Poids approximatif du stock contrôlé, avec indication du nombre des sacs ou récipients;
- d) Nature des produits transportés, (amandes, coques);
- e) Date de l'opération de contrôle.

Le certificat ci-dessus devra être remis lors de l'évacuation, au transporteur. Toutefois, lorsque le lot contrôlé est évacué par fraction sur plusieurs véhicules, l'expéditeur devra remettre à chaque conducteur une fiche d'un modèle distribué par l'autorité administrative, faisant référence aux certificats de contrôle du stock en question et mentionnant le poids transporté par chaque véhicule le numéro d'immatriculation du véhicule ainsi que le nombre des sacs ou récipients.

Lorsque l'acheteur ou expéditeur est illettré et que le chef de circonscription ou son délégué aura, par tous moyens d'investigation utiles, pu s'assurer de la véracité des déclarations verbales du transporteur, la fiche pourra être établie par le chef de circonscription (ou son délégué).

A l'occasion du visa prévu à la rubrique 2, les chefs de circonscription devront prendre note des certificats et fiches visés et de temps en temps procéder à des vérifications des lieux de stockage afin d'éviter que les mêmes lots soient présentés à plusieurs reprises au contrôle.

Dans le même but les acheteurs devront déclarer hebdomadairement au chef de la circonscription les quantités acquises depuis le dernier contrôle.

2^o — Contrôle de transit : Afin de prévenir des substitutions de lots, les arachides en provenance de la Côte d'Ivoire transitant par le Territoire, seront munis à leur entrée dans le Territoire d'une fiche de transit, établie par un agent de l'administration. Ces fiches devront être visées en cours de route. La non-observation de la présente prescription fera perdre aux firmes qui ne s'y conformeront pas, le bénéfice de la prime pour les produits originaires du Togo.

3^o — Contrôle de passage :

Le certificat d'origine remis au transporteur lors de l'évacuation, ou les fiches faisant référence au certificat d'origine en cas d'expédition fractionnée, sera obligatoirement visé au passage, au poste de contrôle de La Kara.

Le bénéfice de la prime sera retiré pour les quantités transportées qui n'auront pas été soumises à cette formalité.

4^o — Mandatement des primes :

Les primes sont mandatées sur les bases suivantes :

a) En ce qui concerne le poids, le tonnage à mandater sera celui ressortant des récépissés de chemin de fer délivrés par le service de l'exploitation de Lomé. Ces récépissés seront joints aux mandats comme pièces justificatives.

b) Quelles que soient les indications des certificats d'origine ou fiches de référence, il ne pourra être mandaté un tonnage supérieur à celui ressortant des récépissés de chemin de fer.

c) Le visa du poste de contrôle de La Kara devra être obligatoirement apposé sur les certificats d'origine ou fiche de référence.

d) Les récépissés accompagnés des certificats d'origine ou fiches de référence devront être remis par les firmes au bureau des finances dans un délai de 15 jours suivant l'arrivée de l'envoi à Lomé.

e) Les primes ne pourront être mandatées qu'aux firmes ayant une patente d'exportateur.

5) Vérification des opérations :

Au fur et à mesure de la délivrance des certificats, les chefs de circonscription de Mango et de Sokodé devront transmettre au Commissaire de la République un double de la souche du registre des certificats.

A la fin de chaque mois, le chef du poste de contrôle de La Kara fera parvenir au commandant de cercle, qui le transmettra au Commissaire de la République, un relevé des quantités contrôlées au passage faisant référence aux certificats d'origine ou fiches sur lesquels il aura apposé son visa.

Copie des souches du registre des certificats sera inscrite sur un registre tenu par le chef du bureau des finances qui mentionnera, en outre sur des colonnes ad-hoc, la date de présentation du certificat et des fiches de références, la date et le numéro du récépissé du chemin de fer, la date et le numéro du mandat.

Après établissement des mandats les certificats et fiches seront annulés par une oblitération et épinglés sur la page correspondante du registre sus-indiqué.

Dans un délai d'un mois, suivant la clôture des opérations commerciales (fermeture de la traite dans le cercle du nord) le registre sera vérifié par une commission présidée par le commandant de cercle du sud et comprenant comme membres le président de la chambre de commerce et un agent du trésor. Cette commission établira un procès-verbal de concordance soumis à l'approbation du Commissaire de la République.

La présente décision, qui abroge la décision n° 115 du 11 août 1936, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 15 décembre 1937.

MONTAGNE.

Participation de l'armée au maintien de l'ordre public dans le territoire du Togo

ARRETE N° 630 relatif à la participation de l'armée au maintien de l'ordre public dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 7 juin 1848 déclarée exécutoire dans les colonies par le décret du 22 janvier 1852;

Vu la circulaire ministérielle (colonies) du 19 juillet 1912, modifiée par les circulaires ministérielles n° 464 1/1 du 23 mars 1929 et n° 2224 1/1 du 28 septembre 1936;

Vu le décret du 28 juin 1925 portant organisation des forces de police dans les territoires sous mandat du Cameroun et du Togo;

Vu l'arrêté interministériel du 8 mai 1933 relatif à la participation de l'armée au maintien de l'ordre public dans les territoires du Cameroun et du Togo;

Vu l'instruction interministérielle du 12 octobre 1934 relative à la participation de l'armée au maintien de l'ordre public;

Après avis du commandant des forces de police du Togo;

Après approbation des ministres de la guerre et des colonies;

ARRETE :

TITRE I^{er}
PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le présent arrêté a pour objet de régler les conditions de la participation de l'armée au maintien de l'ordre public sur le Territoire du Togo placé sous mandat de la France.

Il ne s'applique pas aux différents services d'ordre auxquels l'armée peut être appelée à prêter son concours et qui sont réglés par des instructions particulières.

ARTICLE PREMIER. — Le maintien de l'ordre sur le territoire du Togo incombe à l'autorité civile.

L'autorité militaire ne peut agir qu'en vertu d'une réquisition des autorités civiles dénommées à l'article ci-après.

Il est assuré par la police, les détachements de gardes indigènes et les formations de milice indigène du Togo, la gendarmerie, et subsidiairement, par les troupes de ligne (troupes de toutes armes y compris l'armée de l'air et l'armée de mer).

En principe l'intervention de ces troupes est réglée, conformément aux dispositions des chapitres I, II, III, IV de la circulaire ministérielle du 19 juillet 1912.

Ce n'est que dans le cas prévu au chapitre V de la dite circulaire que l'autorité civile procède par voie de réquisition, c'est-à-dire lorsque l'intervention des troupes présente un tel caractère d'urgence qu'il n'est pas possible de se conformer aux règles exposées dans les chapitres I à IV de la circulaire susvisée.

Le concours absolu et continu que doivent se prêter l'autorité civile et l'autorité militaire est la condition indispensable à la bonne exécution des réquisitions.

TITRE II
DES REQUISITIONS

ART. 2. — Autorités pouvant exercer le droit de réquisition.

Les autorités civiles pouvant exercer le droit de réquisition sont :

Le Haut-Commissaire de la République du Togo;

Le Commissaire de la République au Togo;

Les Chefs de circonscription ou en leur absence leurs adjoints;

Les Chefs de subdivision;

Les administrateurs-maires ou en leur absence leurs adjoints;

Le Procureur de la République;

Le Président du tribunal de première instance ou son suppléant;

Le Juge d'instruction ou le magistrat en faisant fonctions;

Les Commissaires de police.

Les pouvoirs ci-dessus conférés aux magistrats de l'ordre judiciaire civil, s'appliquent aux magistrats de l'ordre militaire dans l'exercice de leurs fonctions.

Dans les cas urgents, les officiers gradés et commandants de brigades de gendarmerie peuvent requérir directement l'assistance de la troupe.

AUTORITÉS MILITAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE REQUISES

ART. 3. — Les autorités militaires susceptibles d'être requises sont :

Le Commandant des forces de police ou son suppléant;

Le Chef du détachement des troupes régulières de toutes armes (y compris l'armée de l'air et l'armée de mer) dont l'intervention au Togo aurait pu être demandée par le Commissaire de la République, ou

son délégué, au Gouverneur Général de l'A. O. F. ainsi que prévu par l'arrêté interministériel du 8 mai 1933.

Les commandants d'armes, lorsque les troupes doivent agir sur place ou être employées dans un rayon d'une journée de marche de leur garnison sauf décision du commandant des forces de police rattachant à la place pour mesures d'ordre public une agglomération ou un établissement plus éloigné.

En cas d'urgence, tous autres commandants de la force publique et en particulier, les chefs de détachement de troupes en cours de déplacement n'étant pas déjà l'objet d'une réquisition.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES AUX RÉQUISITIONS

ART. 4. — L'autorité civile est seule juge du moment où la force armée doit être requise.

Elle a le devoir, dès que la tranquillité publique se trouve menacée, d'aviser de la situation l'autorité militaire susceptible d'être requise, de la tenir au courant des phases diverses des événements et de lui fournir tous les éléments d'appréciation utiles pour que le secours qui sera requis puisse arriver en temps opportun dans les conditions jugées nécessaires par l'autorité requérante.

L'autorité civile ne s'adresse qu'aux autorités militaires dénommées dans l'article 3.

ART. 5. — L'autorité militaire prépare les mesures d'exécution qui sont la conséquence des communications de l'autorité requérante en lui signalant, s'il y a lieu, les difficultés d'ordre matériel rencontrées.

Elle tient le plus grand compte des avis qui lui sont donnés par l'autorité requérante. Elle s'efforce, en particulier, de donner satisfaction à la demande adressée par celle-ci quant aux effectifs et à la nature des troupes à employer étant entendu, qu'en principe, ce n'est qu'à défaut et en cas d'insuffisance des forces de police et de la gendarmerie qu'il est fait appel aux troupes de ligne.

ART. 6. — Lorsque les autorités civiles et militaires jugent à propos de se réunir pour se concerter et qu'elles ne sont pas d'accord sur le lieu de réunion, elles se rencontrent de droit à la mairie, si la réquisition émane d'un magistrat municipal, et dans tous les autres cas, chez celui des représentants de l'une ou de l'autre autorité dont le rang est le plus élevé dans l'ordre des préséances.

ART. 7. — Les réquisitions, suivant leur objet, sont divisées en trois catégories :

a) Les réquisitions générales, qui ont pour but d'obtenir des autorités militaires les moyens nécessaires au maintien de l'ordre public. Ces réquisitions sont normalement les premières adressées, en particulier s'il a pu être fait des prévisions préalables à l'emploi des troupes.

b) Les réquisitions particulières, qui ont pour objet de confier à une troupe déterminée une mission précise et délimitée.

Ces réquisitions peuvent être précédées ou non d'une réquisition générale.

c) Les réquisitions spéciales, qui ont pour objet de prescrire l'usage des armes hors des deux cas prévus plus loin où il peut être recouru aux armes « sans y être expressément autorisé par un officier civil ».

Dans tous les cas, l'autorité requérante peut toujours substituer une réquisition nouvelle à la réquisition primitive.

FORMES DES RÉQUISITIONS

ART. 8. — Toute réquisition doit, sous peine de nullité, être faite par écrit, datée, signée et rédigée dans la forme suivante :

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Nous, (indication du nom et de la qualité de l'autorité requérante) requérons en vertu de la loi, M. . . . (commandant . . .) de prêter le secours des troupes nécessaires pour . . . (indiquer d'une façon claire et précise l'objet de la réquisition et l'étendue de la zone dans laquelle elle doit être exercée).

Et, pour garantie du dit commandant, nous apposons notre signature.

Fait à . . . le

(Signature)

ART. 9. — Quand il s'agit de réquisition générale ou particulière, l'autorité requérante doit y joindre des indications sur la nature de l'effectif des moyens à employer ainsi que son avis personnel sur les dispositions à prendre notamment sur les points suivants :

Moment le plus favorable pour l'arrivée des troupes ;

Points à occuper ;

Mode d'accès de ces troupes à ces points ;

Conduite générale à tenir par la troupe à l'arrivée.

Pour une réquisition générale, mention est faite des autorités qualifiées pour utiliser les troupes sur place.

Pour une réquisition particulière, cette indication est remplacée par celle des autorités civiles appelées à coopérer avec la troupe.

Pour une réquisition spéciale, il est mentionné expressément que l'autorité civile requiert l'usage des armes, l'autorité militaire restant toujours libre d'en régler l'emploi (effectif à mettre en ligne, nature des armes commencement, fin, durée, mode d'emploi).

Ces réquisitions sont répétées chaque fois que l'autorité civile juge nécessaire l'usage des armes.

ENVOI DES RÉQUISITIONS

ARTICLE 10. — Les réquisitions ne peuvent être données et exécutées que dans les circonscriptions de celui qui les donne et de celui qui les exécute.

Toutefois, le droit de poursuivre est ouvert au chef de détachement qui jugerait nécessaire d'en bénéficier, pour atteindre le but qui lui a été assigné. En aucun cas, le chef de détachement exécutant une réquisition ne doit abandonner la poursuite s'il a pris le contact, alors même qu'il a franchi les limites de la circonscription dans laquelle il a été requis. Il ne cesse, le cas échéant, les opérations commencées qu'après en avoir remis la direction au chef du détachement réquisitionné dans la circonscription voisine ou désigné à cet effet.

Quand l'autorité militaire ne peut satisfaire à la fois aux réquisitions de plusieurs autorités civiles, l'ordre dans lequel ces réquisitions sont exécutées est celui dans lequel les autorités requérantes sont citées à l'article 2 ci-dessus. Si ces autorités sont de même rang, l'autorité militaire obéit à la réquisition qui lui paraît présenter les plus grands caractères d'urgence.

ART. 11. — En principe et sauf le cas d'urgence absolu, les réquisitions générales sont adressées au commandant des forces de police.

Les réquisitions particulières ou spéciales sont adressées au commandant de la troupe intéressée.

Dans le cas où cette troupe aurait déjà fait l'objet d'une réquisition générale, la nouvelle réquisition ne peut être faite que par l'autorité qui a signé la réquisition générale, ou en cas d'urgence, par son représentant chargé d'assurer le maintien de l'ordre sur le point occupé par cette troupe.

S'il doit être satisfait sans délai à la réquisition, cette dernière est adressée à l'autorité la plus qualifiée pour y répondre.

ART. 12. — Si la réquisition établie dans la forme prévue ci-dessus à l'article 8, n'est pas remise en mains propres au requérant de l'autorité requise, elle peut lui être adressée sous pli postal; par télégramme officiel, ou par courrier spécial.

Elle est exécutoire dès réception. Toutefois, lorsqu'elle est adressée par voie télégraphique, elle doit être suivie par le plus prochain courrier d'une confirmation écrite.

Le chef militaire qui, avant d'avoir reçu cette confirmation procède à l'exécution de la réquisition, est couvert par le présent arrêté qui lui tient lieu d'ordre écrit.

OBLIGATIONS RESPECTIVES DES AUTORITÉS REQUÉRANTES ET DES AUTORITÉS REQUISES

ART. 13. — L'autorité requise fait connaître d'urgence et par la voie la plus rapide, à l'autorité requérante, la date et l'heure auxquelles lui sont parvenus, soit l'écrit soit le télégramme qui aura porté la réquisition à sa connaissance.

Si la réquisition n'est pas faite dans les conditions indiquées à l'article 8, l'autorité militaire signale par les voies les plus rapides, à l'autorité civile, l'irrégularité qu'elle contient et lui notifie l'impossibilité dans laquelle elle se trouve d'y obtempérer en l'état.

Néanmoins, elle prépare l'exécution de la réquisition mais ne l'exécute qu'après que l'autorité civile a fait disparaître l'irrégularité signalée.

Si les indications mentionnées à l'article 9 ont été omises par l'autorité civile, l'autorité militaire en prend acte, en informe l'autorité civile pour en provoquer l'envoi; rend compte par la voie hiérarchique, mais exécute néanmoins la réquisition sous sa responsabilité en s'inspirant des circonstances et du but à atteindre.

Si la réquisition est régulière en la forme, l'autorité militaire en assure l'exécution sans en discuter l'objet ni la teneur.

Elle procède immédiatement à cette exécution sans en référer à l'autorité qui lui est hiérarchiquement supérieure. Toutefois, elle l'informe le plus tôt possible de la réquisition reçue et des dispositions prises ou prévues.

ART. 14. — Tant que dure l'effet de la réquisition, l'autorité militaire reste seule juge des moyens de son exécution.

La fixation des effectifs à employer au maintien de l'ordre est une prérogative de l'autorité militaire. Elle les détermine, en tenant compte, d'une part, des indications et avis de l'autorité requérante, et, d'autre part, des ressources dont elle peut disposer en propre dans l'étendue de son commandement et de celles qu'elle est susceptible de recevoir de l'autorité supérieure.

Si les moyens dont elle dispose ainsi sont insuffisants elle rend compte à l'autorité dont elle dépend hiérarchiquement en faisant connaître l'effectif des renforts nécessaires.

Les indications et avis de l'autorité requérante cons-

tituent également un des éléments importants de la décision de l'autorité requise, mais ils ne sauraient engager cette dernière.

ART. 15. — Au cours de la période d'exécution, l'autorité militaire doit se maintenir en liaison avec l'autorité civile et elle est tenue de la consulter, à moins de cas de force majeure sur la contenance et l'opportunité des moyens d'action qu'elle se propose de mettre en œuvre.

Ces moyens d'action doivent, en effet, être souvent subordonnés à l'état d'esprit des populations et à certaines autres considérations que l'autorité civile est plus à même d'apprécier, considérations qui découlent souvent de ses renseignements personnels ou des ordres et directives qu'elle peut recevoir du gouverneur général.

De son côté, l'autorité civile doit transmettre à l'autorité militaire toutes les informations de nature à l'intéresser et se tenir constamment prête à répondre aux demandes et avis qui peuvent lui être adressés.

Les représentants des autorités civiles et militaires sur l'initiative de l'un d'eux, ont toujours la faculté de se réunir en vue de délibérer sur les difficultés qui peuvent se présenter en cours d'exécution.

FIN DES RÉQUISITIONS

ART. 16. — Le concours des troupes ne prend fin que lorsque l'autorité requérante a notifié à l'autorité requise par écrit ou par télégramme officiel, la levée de sa réquisition.

Lorsque sa mission est terminée, le commandant des troupes accuse réception à l'autorité requérante de la levée de sa réquisition et informe ses chefs hiérarchiques.

Toute réquisition, une fois exécutée, donne lieu à un rapport sur les opérations effectuées qui est établi et transmis dans les conditions prévues au 15^e paragraphe de la circulaire ministérielle (colonies) du 13 janvier 1905.

Ce rapport peut être transmis au ministre de la guerre par l'intermédiaire du ministre des colonies et par la voie hiérarchique.

DISPOSITIONS PRÉPARÉES A L'AVANCE

ART. 17. — Des plans dits « plans de protection » correspondant soit à des troubles généralisés, soit à certaines éventualités particulières, peuvent être établis à l'avance (dans la colonie) en collaboration entre les autorités civiles et militaires. Ils ont notamment pour objet de prévoir les points à garder, les effectifs à y consacrer, les troupes à réserver, et de faciliter une participation rapide de l'armée au maintien de l'ordre public.

Ils peuvent être complétés par des instructions particulières à chaque garnison, établies dans les mêmes conditions de collaboration sur l'ordre du commandant supérieur.

La mise en application de ces plans se fait sur réquisition précise de l'autorité civile qui indique les modalités d'application (nature du plan à appliquer, application totale ou partielle, exception à prévoir et; le cas échéant, dispositions complémentaires).

La réquisition donnée pour l'application d'un plan de protection tient à la fois lieu de réquisition générale et de réquisition particulière.

RÉQUISITIONS INDIVIDUELLES

ART. 18. — En vertu de l'article 106 du code d'instruction criminelle, tout dépositaire de la force publi-

que et par conséquent tout militaire, est en état de réquisition légale et permanente sans qu'il soit besoin d'une réquisition écrite de l'autorité civile, lorsqu'en cas de crime ou de délits flagrants, il s'agit de s'assurer de la personne du prévenu.

En conséquence, et conformément au règlement sur le service de garnison, tout militaire en uniforme doit prêter spontanément main forte, même au péril de sa vie, à la gendarmerie, ainsi qu'aux agents de l'autorité, lorsque ceux-ci sont en uniforme ou revêtus de leurs insignes.

En outre, s'il n'y a pas d'officier de police présent sur les lieux, tout militaire doit se saisir du malfaiteur et le remettre à la gendarmerie ou à l'autorité de police la plus voisine.

TITRE III

DE L'EMPLOI DES TROUPES

Constitution des troupes

ART. 19. — Les troupes doivent être employées en unités constituées en principe de l'effectif d'une section au minimum, autant que possible sous les ordres d'un officier.

Tout officier désigné pour ce service doit, aux qualités d'énergie et de sang froid indispensables au commandement d'une troupe dans ces circonstances délicates, joindre le tact nécessaire dans les rapports avec les autorités civiles; il doit veiller avec soin à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte à la dignité en même temps qu'au prestige de la force armée.

Toute troupe appelée à marcher pour une réquisition doit comporter un clairon (ou trompette).

Dans certains cas dont l'autorité civile reste juge et dont elle assume la responsabilité, les troupes de gendarmerie peuvent être utilisées par fractions aussi réduites qu'il est nécessaire, sous réserve que chacune de ces fractions, quel qu'en soit l'effectif, ait toujours un chef (gendarme le plus ancien à défaut de gradé).

ART. 20. — Les troupes de toutes catégories ne reçoivent d'ordre que de leurs chefs militaires.

Quand plusieurs unités de forces auxiliaires et de police, de gendarmerie et de troupe de ligne sont appelées à coopérer à l'exécution d'une même mission, le commandement d'ensemble sera assuré par l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé. Cet officier se mettra immédiatement en liaison avec le représentant sur place de l'autorité requérante.

ARMEMENT DES TROUPES

ART. 21. — Les troupes employées au maintien de l'ordre sont en principe dotées de leur armement individuel normal à l'exclusion de l'armement collectif ou à grande puissance (F. M. mitrailleuse, engins, grenades explosives, canons). Elles peuvent être pourvues d'engins spéciaux ou de moyens de défense passifs (réseaux de fils de fer à pose rapide; chevaux de frise) destinés à maintenir l'ordre sans effusion de sang; ces engins ou moyens de défense passifs sont pris sur l'ordre de l'autorité requise. L'armement collectif n'est emporté que dans le cas de mise en application d'un plan de protection qui en prévoit l'emploi ou sur ordre du Commissaire de la République. Les chars, autos-mitrailleuses, canons, avions, ne sont employés que sur l'ordre du Commissaire de la République.

L'autorité militaire peut modifier l'armement individuel des troupes par exemple en cas de travaux à exécuter.

Des instructions du commandant des forces de police, préalablement soumises à l'approbation du Commissaire de la République, fixent les conditions (nature, importance, mode de transport) dans lesquelles les munitions sont prises.

MODALITÉS GÉNÉRALES D'EMPLOI

ART. 22. — Dans l'exécution des réquisitions, les troupes réquisitionnées doivent se renfermer exactement dans le mandat tracé par la réquisition.

Le commandant des troupes doit éviter autant que possible tout contact des troupes avec la population.

Les autorités requérantes et les autorités requises devront s'efforcer de ne pas placer de faibles effectifs en présence de rassemblements importants.

Lorsqu'un conflit est à prévoir, les troupes de ligne doivent être accompagnées de militaires de la gendarmerie ou d'agents de la force publique pour procéder aux arrestations qui seront nécessaires. En outre, il y a le plus grand intérêt à ce qu'un magistrat civil ayant qualité pour, le cas échéant, faire des sommations comme il est prévu à l'article 25, se trouve avec elles.

RÈGLES GÉNÉRALES POUR L'EMPLOI DES ARMES

ART. 23. — L'usage des armes comprend :

Celui des armes blanches (sabres-baïonnettes, etc.)

Celui du feu;

Celui des engins explosifs.

L'usage des armes par les troupes est toujours commandé par leurs chefs militaires.

S'il est fait usage du feu ou d'engins explosifs, le commandant de la troupe doit faire cesser le tir immédiatement après les premiers coups.

La troupe et particulièrement les officiers, doivent s'employer à éviter, tout usage des armes en faisant preuve jusqu'aux dernières limites du calme, du sang froid, de la patience, et de sentiments d'humanité dont ils sont coutumiers.

L'emploi des armes blanches et celui du feu ne peuvent se justifier pour les isolés, qu'en cas de légitime défense caractérisée. L'emploi du tir à blanc et du tir en l'air est interdit.

USAGE DES ARMES SANS RÉQUISITION SPÉCIALE PRÉALABLE

ART. 24. — Les troupes requises ne peuvent faire usage de leurs armes sans réquisition spéciale que dans les cas suivants :

1^o — Si des violences ou voies de fait sont exercées contre elles (ces violences et voies de fait doivent être caractérisées, graves et généralisées).

2^o — Si elles ne peuvent défendre autrement le terrain qu'elles occupent ou les postes dont elles sont chargées.

Dans tous les autres cas, elles ne peuvent faire usage des armes, qu'après réquisition spéciale par l'autorité civile.

Le commandant de la troupe, quand les circonstances le lui permettent, a le devoir d'alerter les assaillants, soit par une ou plusieurs sonneries de « garde à vous », soit par des avis répétés à haute voix et sur un ton ferme que l'emploi des armes va être ordonné.

Avant d'agir, il laissera s'écouler autant de temps que lui permettra la sécurité de sa troupe ou la conservation des postes et du terrain.

Quand l'usage du feu ou d'engins explosifs doit être renouvelé, il doit être procédé, toutes les fois que cela est possible à de nouveaux avertissements.

USAGE DES ARMES SUR RÉQUISITIONS SPÉCIALES

ART. 25. — L'usage des armes, sur réquisition spéciale de l'autorité civile, a toujours lieu après qu'un magistrat civil a procédé sur les lieux aux sommations, dans les conditions prescrites par l'article 3 de la loi du 7 juin 1848 (1); ces sommations sont renouvelées quand l'usage des armes doit l'être.

Tous avertissements ou sommations mentionnés ci-dessus devront, le cas échéant, être traduits par un interprète.

DISPERSION DES ATTROUPEMENTS

ART. 26. — La dispersion des attroupements par la force armée a lieu dans les conditions prévues par la loi du 7 juin 1848. Cette opération est confiée à la gendarmerie, aux détachements de gardes indigènes et, seulement en cas de nécessité absolue, aux formations de milice, et aux troupes de ligne.

Le recours à la force n'implique pas obligatoirement l'usage immédiat des armes. Cet usage peut, suivant le cas, être précédé ou non de l'emploi de moyens propres à disperser l'attroupement sans effusion de sang, mais toutes les fois que le commandant de la troupe ne se trouvera pas, pour la dispersion d'un attroupement, dans l'un des cas prévus à l'article 24 ci-dessus, il ne devra faire usage des armes qu'après réquisition spéciale de l'autorité civile.

TITRE IV

SANCTIONS

ART. 27. — La responsabilité des autorités des divers ordres dans la réquisition est définie par les articles suivants du code pénal et du code de justice militaire :

A) Dispositions applicables aux autorités civiles qui adressent la réquisition :

Art. — 114, 188, 189, 190, 191 du code pénal.

B) Dispositions applicables aux autorités militaires qui assurent l'exécution de la réquisition :

Art. — 205 et 245 du code de justice militaire et 234 du code pénal.

TITRE V

DOCUMENTS ABROGÉS

ART. 28. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté et notamment l'arrêté n° 72 du 3 février 1933.

(1) Article 3 de la loi du 7 juin 1848.

« Lorsqu'un attroupement armé ou non armé se sera formé sur la voie publique, le maire ou l'un de ses adjoints à leur défaut, le commissaire de police ou tout autre agent ou dépositaire de la force publique et du pouvoir exécutif portant l'écharpe tricolore se rendra sur les lieux de l'attroupement.

« Un roulement de tambour annoncera l'arrivée du magistrat.

« Si l'attroupement est armé, le magistrat lui fera sommation de se dissoudre et de se retirer.

« Cette première sommation restant sans effet, une seconde sommation précédée d'un roulement de tambour sera faite par le magistrat.

« En cas de résistance l'attroupement sera dissipé par la force.

« Si l'attroupement est sans arme, le magistrat, après le premier roulement de tambour si la troupe n'a pas de tambour, le roulement de tambour peut être remplacé par une sonnerie de « garde à vous », exhortera les citoyens à se disperser. S'ils ne se retirent pas, trois sommations seront successivement faites.

« En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force ».

TITRE VI

ART. 29. — Le chef du service judiciaire, le commandant des forces de police, les commandants de circonscription et les autorités visés au paragraphe 2 sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 décembre 1937.

MONTAGNE.

Vente des arachides

DECISION N° 714 portant abrogation de la décision n° 189 du 20 mars 1937 interdisant la vente des arachides dans le cercle du nord.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 juin 1935 réglementant la vente de certains produits durant les distributions de graines de semences faites aux agriculteurs indigènes par les sociétés indigènes de prévoyance;

Vu la décision n° 189 du 20 mars 1937, interdisant la vente des arachides dans le cercle du nord;

Vu l'arrêté n° 284 du 7 juin 1937 rétablissant le cercle de Mango;

Vu le télégramme n° 253 du commandant de cercle de Sokodé;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogée à compter du 5 décembre 1937, la décision n° 189 du 20 mars 1937, interdisant la vente des arachides dans le cercle du nord.

ART. 2. — La vente des arachides demeure interdite dans le cercle de Mango, jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 3 décembre 1937.

MONTAGNE.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL Européen et Indigène

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Administrateurs des colonies

Par arrêté ministériel en date du :

4 novembre 1937. — M. de Pedrals (Denis, Jacinto, Pedro), élève-administrateur des colonies, affecté à l'Afrique occidentale française par arrêté du 2 novembre 1936, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo pour compter de la veille du jour de son embarquement à destination du Territoire.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Affectations**

9 décembre 1937. — Le médecin lieutenant Denacarla, en service à l'hôpital de Lomé est nommé médecin chef de la subdivision sanitaire d'Anécho, de l'hôpital spécial de Zébé, agent ordinaire de la santé à Anécho, inspecteur des viandes de boucherie du cercle, chef du bureau de démographie du Territoire et chargé de la visite médicale du personnel du chemin de fer à Anécho en remplacement du médecin lieutenant Bende-Ritter, rapatriable.

Mutation

Par décision n° 2917 en date du :

18 octobre 1937 du Gouverneur Général de l'A. O. F.
M. Gouineau, commis radiotélégraphiste du cadre du Togo détaché hors cadres pour servir en A. O. F. est mis à la disposition du Gouverneur du Dahomey (station de Cotonou) à compter du 1^{er} novembre 1937.

PERSONNEL INDIGÈNE**Affectations**

Par décision n° 702 du :

27 novembre 1937. — Sont nommés en qualité de gérants :

A Anécho — Koffi Jacques, commis de 3^e classe en service à la recette principale de Lomé.

A Lama-Kara — Wilson Michel, commis de 4^e classe en service à la recette principale de Lomé.

Sont affectés :

1^{er} — En qualité de gérant :

A Mango — d'Almeida Militao, commis de 3^e classe, gérant du bureau d'Anécho.

2^e — En qualité de commis :

A Anécho — Gomez Robert, commis de 7^e classe en service à Lomé (recette principale).

A Palimé — Dos-Reis Justin, commis de 6^e classe en service à Lomé (recette principale).

A Lomé — Ajavon Cyprien, commis de 5^e classe, gérant du bureau de Mango.

Bruce Thomas, commis de 5^e classe, gérant du bureau de Lama-Kara.

Ephoevi Charles, commis de 6^e classe en service à Anécho.

Zupitzer Emile, commis de 6^e classe en service à Palimé.

3^e — En qualité de facteurs :

A Anécho — Adegnika François, facteur de 4^e classe en service à Lomé (recette principale).

A Atakpamé — Sononkpon Magnidé, facteur de 1^{re} classe en service à Lomé (recette principale).

A Sokodé — Gbaguidi Maurice, facteur auxiliaire de 2^e classé en service à Lomé (recette principale).

A Lomé — Amouzou Barthélémy, facteur de 6^e classe en service à Anécho.

Zobiaki Joseph, facteur de 3^e classe en service à Atakpamé.

Par décision n° 704 du :

30 novembre 1937. — L'infirmier vétérinaire auxiliaire Liebl Jean en service à Elavagnon (cercle du centre, subdivision de Palimé) est affecté, comme infirmier suppléant au salaire mensuel de 320 francs, à l'hôpital de Lomé à compter du 10 décembre 1937.

Par décisions n° 718, 721 et 712 des :

9 décembre 1937. — Le médecin auxiliaire principal de 3^e classe Hospice Coco Dominique, en service à l'hôpital de Lomé est affecté à la subdivision sanitaire de Sokodé en remplacement du médecin lieutenant Juguet, rapatriable.

Le mécanicien-conducteur de 3^e classe Agbagla Alexandre en service au garage central est mis à la disposition du commandant du cercle du sud (subdivision d'Anécho).

Indemnité

30 novembre 1937. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de dix francs par mois, fixé par les arrêtés n° 92 du 14 février 1934, 300 du 31 mars 1934, 297 du 3 juillet 1935, 849 du 28 novembre 1935, 409 du 26 juillet 1937 et 540 du 30 septembre 1937, est accordé au moniteur auxiliaire de l'agriculture Tossah Raphaël en service au cercle de Mango.

DIVERS**Chef de canton**

Par arrêté n° 626 du :

30 novembre 1937. — Le nommé Bassari, chef du canton de Kodjéné (subdivision de Lama-Kara) est révoqué de ses fonctions à compter du jour où notification lui sera faite du présent arrêté.

COMMISSIONS

Par décisions n° 705 et 706 des :

30 novembre 1937. — Une commission composée de :
M.M. l'Administrateur, chef de subdivision
de Lomé, délégué du commandant
de cercle *Président*
le délégué du service zootechnique, { *Membres*
Octaviano Olympio, éleveur,
se réunira sur convocation de son président en vue de la restitution des troupeaux administratifs.

Une commission composée de :

M.M. l'Administrateur, chef de subdivision
d'Anécho, délégué du commandant
de cercle *Président*
le délégué du service zootechnique, { *Membres*
Fio Lawson, éleveur,
se réunira sur convocation de son président en vue de la restitution des troupeaux administratifs.

Par décision n° 716 du :

3 décembre 1937. — La commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance prévue à l'article 13 du décret du 3 novembre 1934, composée de :

M.M. Gradassi, administrateur en chef des colonies, chef du secrétariat général ad hoc	<i>Président</i>
Sanson, chef du bureau des finances, Roche, administrateur des colonies, chef de subdivision de Lomé, Pierron, chef de la 1 ^{re} circonscription agricole, Amégée, vétérinaire auxiliaire, Curtat, représentant du commerce, Augustino de Souza, notable, Félicio de Souza, notable,	<i>Membres</i>

se réunira sur la convocation de son président pour examiner les projets de budgets des sociétés indigènes de prévoyance de Lomé, Tsévié, Anécho.

Interdiction de séjours

Par arrêté n° 633 du :

9 décembre 1937. — Le séjour dans la subdivision de Lomé est interdit pendant cinq ans, durée fixée par le jugement du 23 août 1937 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé, au nommé Fynn Gilbert, Gabriel, Komlan dit Agrey, né vers 1900 à Porto-Novo (Dahomey), des feus Komlan Fynn et Adissa.

Le séjour dans la subdivision de Lomé est interdit pendant cinq ans, durée fixée par le jugement du 4 octobre 1937 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé, au nommé Koffi Agbétofo, né vers 1918 à Lomé, de Edoh et Akouélé.

Le séjour dans la subdivision de Lomé est interdit pendant cinq ans, durée fixée par le jugement du 25 octobre 1937 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé, au nommé Sewa Tokpochi, né vers 1905, à Yohonou (Togo) de Boké et Koudohouindé.

Le séjour dans le cercle du sud est interdit pendant deux ans, durée fixée par le jugement du 31 août 1937 du tribunal criminel de Lomé, au nommé Totokin Gayomé, né vers 1909 à Attitogon, de Tomawo et Alossoiunsi.

Le séjour dans le cercle du sud est interdit pendant dix ans, durée fixée par le jugement du 31 août 1937 du tribunal criminel de Lomé, au nommé d'Almeida Faustin, né le 15 février 1901 à Lomé, de feu Minasseh d'Almeida et Tchamélé.

Le séjour dans le cercle du sud est interdit pendant cinq ans, durée fixée par le jugement du 5 octobre 1937 du tribunal criminel de Lomé, au nommé Kouassi Jacques, Djossou, né vers 1909 à Athiémié (Dahomey), de Samuel Kouassi et Miyévi.

Le séjour dans le cercle du sud est interdit pendant deux ans, durée fixée par le jugement du 13 novembre 1937 du tribunal criminel de Lomé, au nommé Agbavoin, né vers 1885 à Vokoutimé, des feus Ländjekpo et Alossounssi.

Produits pharmaceutiques

Par décision n° 703 du :

29 novembre 1937. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est

autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

Sirop Famel
Bain oculaire optraex
des Laboratoires P. Famel 16 à 22 rue des Orteux-Paris.

Prorogation de délai de livraison

Par décision n° 711 du :

30 novembre 1937. — Un délai supplémentaire de dix jours s'ajoutant à celui déjà accordé de 15 jours est accordé à la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale à Lomé pour la livraison du 3^e et dernier lot de charbon en briquettes suivant marché n° 17 du 12 avril 1937.

Prorogation provisoire de contrat

Par décision n° 710 du :

30 novembre 1937. — Le contrat pour 5 ans intervenu le 30 novembre 1932 entre le Commissaire de la République française au Togo, et M. Paraiso détaché au trésor est prorogé pour trois mois, du 30 novembre 1937 au 28 février 1938.

Remboursement de droits de douanes

Par arrêté n° 632 du :

9 décembre 1937. — Est autorisé au profit de mademoiselle Dogimon, directrice de l'institution féminine d'Agou, le remboursement de la somme de : mille cent douze francs, quarante centimes, représentant :

2/3 taxe d'importation	741,60
2/3 taxe compensatrice	370,80
	<hr/> 1.112,40

Secours

Par décision n° 722 du :

9 décembre 1937. — Un secours éventuel de cent francs (100,00) est accordé à madame Kassihlan Akoèba, mère de l'ex cantonnier auxiliaire décédé le 11 octobre 1937.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision n° 719 du :

9 décembre 1937. — Sont désignés comme vice-présidents des conseils d'administration de sociétés de prévoyance les notables dont les noms suivent :

Pour la société de prévoyance de Lomé : Adjallé Jacob

Pour la société de prévoyance de Tsévié : Passah Seth

Pour la société de prévoyance d'Anécho : Kalipe

Pour la société de prévoyance d'Atakpamé : Comédian

Pour la société de prévoyance de Palimé : Michel Adjonou

Pour la société de prévoyance de Sokodé : Issaka

Pour la société de prévoyance de Bassari : Bante

Pour la société de prévoyance de Lama-Kara : Birega

Prix de gros de diverses marchandises

			6 Nov.	13 Nov.	20 Nov.	27 Nov.	
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	259,—	259,—	259,—	259,—	
Avoinés	—	—	125,50	127,12	125,50	125,50	
Seigles de Beauce (départ)	—	—	137,50	136,50	134,50	130,50	
Orge de Beauce (départ)	—	—	162,50	163,50	165,50	164,—	
Mais Indochine	Marseille	—	108,75	105,25	106,75	106,25	
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	60,—	60,—	60,—	60,—	
Riz, Saïgon n° 1	Le Havre	—	127,50	127,50	127,50	120,50	
Pâtes alimentaires 1 ^{er} choix	Lyon	—	505,—	505,—	505,—	525,—	
Bœuf	La Villette	kg.	10,—	9,90	9,70	10,10	
2 ^e — qualité	—	—	9,20	9,10	8,80	9,10	
Veau	—	—	13,70	13,10	13,10	13,40	
2 ^e — qualité	—	—	12,70	11,80	11,60	12,—	
Mouton	—	—	16,50	16,40	16,—	16,60	
2 ^e — qualité	—	—	12,30	12,10	11,50	12,20	
Porc	—	—	10,14	10,28	10,28	10,28	
2 ^e — qualité	—	—	9,58	9,72	9,72	9,72	
Vin rouge, Béziers 9°	—	Le degré hectol.	18,50 à 18,50	—	—	—	
Beurres	Charente, Poitou	Paris	kg.	24,60	25,78	25,58	24,92
Normandie, (centr.)	—	—	—	23,92	25,08	24,88	24,12
Fromages	Comté	—	—	12,25	12,—	12,30	12,03
Port salut	—	—	—	12,—	12,—	12,20	12,17
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kgs.	620,—	605,—	592,50	557,50	
Huile olive Tunisie	—	—	865,—	—	—	—	
Sucre	Blanc n° 3	Paris	—	288,25	290,50	289,75	286,50
Raffiné	Lyon	—	—	492,50	487,50	492,50	487,50
Café Santos good à l'entrepôt	Le Havre	50 kgs.	207,75	186,75	174,—	155,25	
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt	—	—	218,—	220,—	209,50	198,—	
Fonte de moulage n° 3	Base Longwy	la tonne	554,—	554,—	554,—	554,—	
Aciers marchands	Paris	100 kgs.	144,—	144,—	144,—	153,—	
Cuivre en lingots	Le Havre	—	766,—	792,—	733,—	732,—	
Etain Détroits	—	—	3.316,—	3.415,—	3.170,—	3.132,—	
Plomb, marques ordinaires	—	—	309,50	333,50	316,50	298,—	
Zinc, bonnes marques	Le Havre ou Paris	—	318,—	339,—	315,—	310,—	
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	la tonne	158,—	158,—	158,—	158,—	
Coton américain	Le Havre	50 kgs.	337,—	347,50	332,—	339,—	
Laine peignée	Roubaix	kg.	35,70	34,90	33,20	32,80	
Lin de Russie — C. A. F. ports français	—	100 kgs.	1.235,—	1.190,—	1.100,—	1.100,—	
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe	—	—	—	—	—	—	
Jute First mark, C. A. F. ports français	—	—	320,—	310,—	305,—	300,—	
Soie grège Cévennes	Lyon	kg.	147,50	147,50	147,50	147,50	
Peaux de bœufs	Bœufs moyens	Paris	50 kgs.	327,80	327,80	327,80	266,95
Rio de Janeiro, salés	Le Havre	—	315,—	305,—	305,—	265,—	
Cuir à semelles	Paris	—	43,—	43,—	43,—	43,—	
Suif indigène	—	100 kgs.	317,50	307,50	295,—	285,—	
Alcool dénaturé	—	hectolitre	355,—	355,—	355,—	355,—	
Carbonate de soude	—	100 kgs.	92,—	92,—	92,—	92,—	
Nitrate de soude synthétique	Dunkerque	—	100,—	100,—	100,—	101,—	
Benzol	Paris	—	156,60	156,60	156,60	156,60	
Bois de charpente	Sapin madrier	—	le mètre	9,50	9,50	9,50	
Chêne	—	—	le m3.	610,—	610,—	610,—	
Caoutchouc	—	kg.	10,40	10,10	9,80	10,—	
Savon blanc extra 72%	Marseille	100 kgs.	365,—	355,—	345,—	335,—	
Sulfate de cuivre	Bordeaux	—	309,—	280,—	280,—	280,—	
Ciment Portland artificiel	Départ usine	la tonne	272,—	272,—	272,—	272,—	

Comité de surveillance des prix de gros et de détail

Séance du 30 novembre 1937

DÉSIGNATION	UNITÉ	PRIX DE	
		GROS	DÉTAIL
Eau Perrier	la bouteille	4,50	4,50
Sel	le kilogramme	0,60	0,65
Farine de froment	le kilogramme	3,85	4,00
Beurre	la boîte de 222 grammes	9,00	9,00
Ciment	le baril de 180 kilogrammes	95,00	102,00
	le sac de 40 kilogrammes	20,00	20,00
Corned beef	la caisse de 48 boîtes de 12 onces	165,00	—
Corned beef	la boîte de 12 onces	—	3,75
Viande de bœuf et de mouton	le kilogramme	9,00	9,00

Cours des changes

25 novembre 1935

Livre sterling	147,27
Dollar	29,46
Mark	11,91
Belga	5,01
France Suisse	6,82

DOMAINES

Par arrêté n° 620 du :

25 novembre 1937. — Est attribué définitivement en toute propriété à la Société Générale du Golfe de Guinée, Société anonyme dont le siège est à Paris, Agence du Togo, un terrain domanial de la surface de 15 ares, situé à Blitta, cercle du centre, constituant le lot n° 4 du lotissement du centre commercial de Blitta objet du titre-foncier n° 130 du territoire du Togo.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 17 janvier 1938 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kainkopé canton de Bagida, subdivision de Lomé, cercle du sud consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, planté de cocotiers, d'une contenance d'environ 4 ha. 34 ares 70 centiares, et borné au nord par terrain aux consorts Kruger, à l'est par terrain à Obétsogbé Amadjaka, au sud par la route Lomé-Anécho, à l'ouest par terrain à Francis Homawoo; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Amemaka Libla, profession de propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 23 août 1937, n° 1039.

Le jeudi 20 janvier 1938 à huit heures et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, commune-mixte de Lomé, cercle du sud consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone irrégulier, planté de cocotiers; d'une contenance d'environ 92 ares 50 centiares,

et borné au nord par la route de Bè, à l'est par la rue Flatters, au sud par la rue Costes et Bellonte, à l'ouest par la rue du cimetière; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jacob Adjallé, chef de canton d'Amoutivé, et propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel suivant réquisition du 22 novembre 1937, n° 1055.

Le jeudi 20 janvier 1938 à huit heures et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, commune-mixte de Lomé, cercle du sud consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, planté de cocotiers; d'une contenance de 1 ha. 26 ares 40 centiares et borné au nord par la rue de la Costes et Bellonte, à l'est par la rue Flatters, au sud par la rue de la Paix, à l'ouest par la rue du cimetière; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jacob Adjallé, chef de canton d'Amoutivé, et propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel suivant réquisition du 22 novembre 1937, n° 1056.

Le jeudi 20 janvier 1938 à huit heures et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, commune-mixte de Lomé, cercle du sud consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone irrégulier, planté de cocotiers; d'une contenance de 86 ares 40 centiares, et borné au nord par la rue Costes et Bellonte, à l'est par la rue de Bordeaux et titre 52 à Augustino de Souza, au sud par la rue de la Paix, à l'ouest par la rue Flatters; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jacob Adjallé, chef de canton d'Amoutivé, et propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel suivant réquisition du 22 novembre 1937, n° 1057.

Le jeudi 20 janvier 1938 à huit heures et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, commune-mixte de Lomé, cercle du sud consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone irrégulier planté de cocotiers; d'une contenance de 1 ha. 21 ares 22 centiares, et borné au nord par la route de Bè, à l'est par terrain aux héritiers Jonas Quist, au sud-est par terrain à Augustino de Souza (titre 52), au sud par la rue Costes et Bellonte, à l'ouest par la rue de Bordeaux;

dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jacob Adjallé, chef de canton d'Amoutivé, et propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel suivant réquisition du 22 novembre 1937, n° 1058.

Le jeudi 20 janvier 1938 à huit heures et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, commune-mixte de Lomé, cercle du sud consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, planté de cocotiers; d'une contenance de 1 ha. 29 ares 36 centiares, et borné au nord par la route de Bè, à l'est par la rue de Bordeaux, au sud par la rue Costes et Bellonte, à l'ouest par la rue Flatters; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jacob Adjallé, chef de canton d'Amoutivé, et propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel suivant réquisition du 22 novembre 1937, n° 1059.

Le samedi 22 janvier 1938 à quinze heures de l'après midi, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 5, commune-mixte de Lomé, cercle du sud consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un rectangle, d'une contenance d'environ 3 ares 70 centiares, et borné au nord et à l'est par terrain à la famille Jonas Quist, au sud par terrain à Dossu, à l'ouest par la rue de la Mission; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Nicodemus Agbemegnan Ahoyeh, forgeron et propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 24 novembre 1937, n° 1060.

Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
Pic.

**Procès-verbal de dépôt de la liste électorale
établie en vue de renouvellement de la chambre
de commerce du Togo en 1938**

L'an mil neuf cent trente sept et le trente novembre à neuf heures, s'est réunie à Lomé dans le bureau de l'enregistrement, la commission nommée par arrêté n° 610 du 19 novembre 1937 de M. le Commissaire de la République, en vue de l'établissement de la liste des électeurs à la chambre de commerce du Togo.

Etaient présents :

M. Pic, administrateur des colonies	<i>Président</i>
M.M. Trosselly, commerçant à Lomé,	<i>Membres</i>
Perkins, commerçant à Lomé,	
Antoine Nassar, représentant accrédité de Nassar Assad Michel (empêché),	
Vinz Ayivi, commerçant à Lomé.	

Après examen des électeurs de la liste fournie par chacun des cercles du Territoire, la commission arrête une liste générale qui est déposée le jour même à la mairie, où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance pendant un délai de quinze jours.

Fait et clos à Lomé, le trente novembre 1937.

Signé : Pic.

Trosselly.

Perkins.

A. Nassar.

V. Ayivi.

AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 174. — Les navigateurs fréquentant la côte occidentale d'Afrique sont avisés que le feu et la bouée à sifflet du haut fond Sainte Anne (Sierre Leone) ont été replacés dans la position suivante :

Latitude 7° 49' N.

Longitude 13° 42' O. (approximatif).

N° 175. — Les navigateurs fréquentant la côte occidentale d'Afrique sont informés que la tonne située entre les bouées 1 et 2 de la passe sud de la Casamance a disparu.

Un avis ultérieur fera connaître sa remise en place.

Les navigateurs fréquentant les ports du Cameroun sont informés que, à la date du 17 novembre la bouée à sifflet indiquant l'entrée de l'estuaire, sera remplacée, pour six semaines, par une bouée rouge, sans sifflet.

Cette bouée sera également lumineuse et son feu aura les mêmes caractéristiques que celui de la bouée actuelle.

BULLETIN
PLUVIO

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATITOGON	TABLICBO	TCHÉKPO-DÉDÉKPO	TSÉVIE	AGBELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALINÉ	MISAHOÉ	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE AKAKPA
1	G				12,2					2,1				3,1	22,1
2							4,2				23,0	7,4			11,2
3					5,9	8,0		6,0		6,0				4,0	
4	3,1		19,3	11,3				11,6				2,5	7,3	7,8	23,3
5	1,9	21,2	28,5	61,5		16,0	15,7	11,5	10,2	1,5		11,8	7,3	6,8	2,3
6	G	0,5	1,8	5,3	20,1	2,0	8,3	9,3	28,1		G	3,2		6,0	2,6
7					10,5								20,2	1,3	2,4
8	14,4	10,7	8,7	5,2	6,3	22,0	30,7	38,0	44,1	14,0		3,3		20,2	42,3
9	58,0	26,3	14,0	19,5	42,5	2,5	11,7		15,8		29,9	6,2	8,5	2,8	
10															
11		0,5	G		4,3		13,8			15,0	G	37,5	30,2	22,5	17,8
12	G	0,5										30,0	39,1	17,0	26,6
13	64,6	72,8	35,0	19,0	17,0	12,0	18,9	6,7	61,0	49,0		12,5		14,9	14,7
14											13,4	G			
15															
16						2,5									
17						4,3					26,3	2,5	5,2		
18															
19					18,0					22,5	G	18,5	14,3	17,5	10,0
20	G														
21	13,4	6,0	13,0	33,8	15,0	15,0	26,5	13,4	20,6			2,0	7,2	15,6	13,4
22										3,1					
23				8,3		2,5		3,6			12,3	2,5			7,0
24	12,0	16,0	14,7	8,8			11,5		14,0				5,6		
25		8,5	18,2	9,9	4,0		10,0								
26	13,5					1,8				14,7					
27	5,5										14,7				
28	3,2	29,0	8,9	8,3		14,5		16,0				1,0	7,0	7,5	4,4
29											8,7				
30			5,0		6,2			24,0						G	8,0
31	2,4	3,0		7,5	2,1	7,2			20,7						
TOTAL . . .	192,0	195,0	167,1	198,4	164,1	110,3	151,3	140,1	214,5	127,9	131,0	140,9	151,9	147,0	208,1

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G. : Gouttes.

MÉTÉOROLOGIQUE

MÉTIE ⁽⁶⁾

OCTOBRE 1937

NUATJA	ANLANÉ	ATAKPANÉ	OKOU	KLARÉ	YÉGUE	KPÉSSI	BLITA	TCHAMBA	SOKOHÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGODA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO
2,0	3,6	2,5	1,3	2,3	G	5,3				3,1		G	1,8			0,6	6,7
6,0	12,3							3,1	4,5	17,0	9,3		11,0	3,5	0,3	8,8	
				5,1	10,8		11,0	5,3	26,8	10,0	9,9	6,2		1,5		16,9	2,3
	7,8	3,6	2,3	22,5				1,8	8,7	12,1	41,8		1,5	52,5	24,3		
3,4	85,0	22,5	42,6	15,9	5,2	15,6							5,3				
	8,5		2,8	7,4	4,4			0,2	G								
2,8	7,3	11,0	4,2		G			1,1	10,0	5,0	21,9			3,0	9,5		1,2
	4,2	1,0		8,8		6,2				32,0		6,8	7,2	8,5			
	5,3	1,6	9,5		10,5		24,3	16,3	12,5	25,5	19,2	G	16,8		13,5		
	0,7		8,7	16,7	5,8		4,5		36,2	55,1		9,1			27,0		
28,4	21,7	31,2	17,0		25,6		36,0	59,9	21,8	2,0		3,1	41,0	5,5	9,3		
	68,1		10,3		10,2						19,1	18,6		25,2	3,3		
7,0	25,0	48,7	52,3		15,8		10,1	9,3	4,5	5,5	8,2		3,0		0,6		
								2,3	G	14,4	12,8	12,6	21,5		0,2		
												1,4		13,5			
	1,3																
	18,0	7,5	0,2	75,6													
				4,3													
6,0	21,3									11,0	1,1			10,5	3,1		
		2,3						G				G	7,3	2,0			
5,0	23,0	9,3	30,2	4,7	40,0		9,0	17,8	50,0		9,3	12,3	8,2	7,5	19,0	21,3	
	10,0		20,1						1,5	4,1					3,7		
			4,2				G					10,6					
											7,4	32,8			1,5		
13,0	G	3,9															
73,6	323,1	145,1	205,7	163,3	128,3	27,1	94,9	117,1	176,5	196,8	160,0	113,5	124,6	133,2	115,3	47,6	10 2

Climatologie ⁽¹⁾

OCTOBRE 1937

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps	(4) Hyg.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries
1	13,5	25,4	84	98,3	27,8	73	73,9	26,7	77	86,5	26,1	76	82,6	25,3	82	83,3	25,6	72	28,1	22,0	70	65,7	25,0	65	97,9	25,9	88
2	12,5	27,1	83	97,7	27,9	81	73,3	27,1	83	85,8	27,2	85	61,9	23,9	87	64,1	26,7	70	25,7	24,1	78	64,6	27,0	64	96,9	27,7	76
3	11,3	26,0	81	98,9	27,1	87	73,3	26,4	82	85,4	26,9	80		26,0	80	64,2	25,6	80	26,1	22,9	78	61,9	26,9	75	96,9	27,0	89
4	11,5	27,1	79	96,2	27,3	82	73,4	27,0	88				61,8	26,6	86	63,8	23,5	82	24,8	22,5	84	64,6	26,7	70	96,6	26,5	80
5	12,6	26,9	91	98,7	26,4	83	73,7	26,7	88	86,2	26,5	94	62,9	25,8	84	64,7	25,1	84	26,3	21,9	83	65,5	24,1	78	97,7	25,8	86
6	13,0	26,7	87	99,1	27,0	87	74,2	26,4	81	86,9	26,3	83	63,5	26,4	84	66,4	24,3	74	26,4	23,1	81	63,9	26,0	89	97,7	26,8	81
7	12,5	26,2	82	97,9	27,9	84	73,5	27,0	78	83,8	27,4	83	62,5	25,9	86	64,6	26,0	77	26,3	24,3	82	64,7	27,4	72	96,6	27,4	70
8	12,3	26,6	80	97,3	28,1	77	73,5	27,8	72	93,5	27,5	78	62,3	27,4	83	64,1	26,1	77	25,3	24,4	77	64,6	26,8	75	96,3	27,4	77
9	12,6	26,9	81	97,4	28,0	77	73,5	26,2	79	85,7	27,1	79	62,9	27,4	82	64,6	26,5	77	25,7	24,8	82	65,0	27,1	71	96,3	27,8	81
10	12,0	26,0	82	97,3	28,2	77	73,8	26,0	80	85,8	27,0	87	63,4	27,4	84	64,6	23,3	72	26,3	23,3	82	63,4	25,9	61	97,0	27,7	69
11	11,7	27,0	83	97,7	27,8	77	74,3	25,5	77	85,4			62,7	27,1	79	65,0	23,2	78	26,3	21,1	76	64,6	25,5	73			76
12	12,3	26,4	80	96,7	26,9		73,1	25,3	87	85,4	25,6	85	63,3	26,1	89	64,5	23,2	76	25,9	24,5	75	65,1	26,5	62	96,9	28,0	72
13	13,8	26,5	90	97,9	26,6	83	73,9	27,1	82	86,9	26,9	86	63,4	23,6	91	65,9	25,8	77	27,1	24,1	85	66,5	26,2	74	97,7	28,2	71
14	13,8	26,2	85	99,1	26,8	81	72,9	24,2	83	87,3	26,6	84	63,8	26,6	83	63,8	25,0	72	27,5	22,1	80	66,7	25,1	74	98,3		70
15	13,4	26,9	80	97,8	26,7	80	73,7	27,5	78	86,7		73	62,9	26,8	78	64,1	25,9	76	26,9	23,2	80	65,8	25,2	63	97,7		64
16	11,9	26,9	83	96,3	29,0	73	73,5	27,8	76	86,2		78	61,9	26,8	79	63,5	26,7	71	26,4	25,1	81	64,3	27,4	69	96,1	28,8	65
17	11,8	27,4	82	96,1	29,1	72	73,4	27,7	75	86,0		80	61,4	25,9	84	64,1	27,0	74	25,6	24,8	80	64,3	27,1	65	96,2	29,3	71
18	12,2	27,7	78	96,2	29,1	70	73,5	27,4	82	86,1		80	62,6	27,0	80	64,9	26,6	76	25,3	24,2	87	61,7	26,8	78	96,2		63
19	12,9	27,3	79	96,9	28,3	75	73,9	27,2	77	86,9	26,9	80	62,0	27,7	89	64,9	26,9	71	25,1	24,9	79	65,3	27,1		97,0	28,3	66
20	13,1	26,5	81	96,5	25,7	88	73,7	24,4	85	86,6	25,3	82	62,7	23,8	84	65,0	26,7	74	26,8	22,7	76	63,3	26,9	73	97,7	27,8	72
21	12,5	27,4	90	98,1	27,1		74,2	24,6	91	87,0	26,1	88	62,9	25,0	93	65,1	25,6	94	26,5	23,5	97	65,8	26,5	94	97,5	26,6	89
22	12,7	25,7	80	96,9	25,9	85	73,8	23,5	87	87,4	25,0	80	62,7	25,5	82	63,0	24,5	74	27,3	22,2	82	65,4	24,9	70	97,5	28,3	76
23	12,6	27,0	82	96,2	26,7	78	73,1	27,0	72	87,3	27,2	71	62,7	26,0	80	64,7	26,7	73	26,4	21,7	74	64,9	27,1	61	97,5		68
24	13,3	25,6	86	97,8	25,6	78	74,1	25,2	88	87,3	25,1		63,8	26,9	89	64,9	26,2	74	26,8	24,8	77	65,0	27,2	63			61
25	13,1	26,0	78		27,7	69	73,9	26,8	82	86,5			62,9	26,9	77	65,0	26,6	75	26,5	22,3	81	65,4	27,0	68	96,1		62
26	12,8	26,2	82	96,3	27,0	72	73,4	27,0	79	85,7		83	61,8	26,3	83	64,2	25,4	78	25,5	24,0	87	63,9	27,8	61	88,9	29,0	63
27	12,2	26,7	80	96,1	27,5		73,1	26,9	77	85,5	27,0	78	61,4	26,4	82	64,6	26,0	70	26,6	23,5	73	64,5	27,6	57		27,0	55
28	11,7	26,3	90	96,2	27,7	78	73,0	27,4	83	85,5	26,8	88	60,9	27,0	81	64,1	26,7	68	24,8	25,0	73	63,4	28,0	53		92,6	57
29	12,2	26,2	81	95,8	26,4	76	73,8	26,3	73	85,8	26,3	82	61,1	26,7	83	63,7	25,5	68	25,9	24,2	77	63,9	28,3	56		28,8	56
30	13,3	27,0	79	96,3	27,7	72	73,7	26,6	73	86,6	27,0	80	61,8	26,9	84	64,0	26,7	67	26,3	24,0	69	64,1	28,7	17	96,3	29,3	53
31	13,4	27,5	78	96,6	27,7	71	73,9	27,1	69	86,6	27,0	78	62,9	27,3	86	64,1	27,3	64	26,7	23,5	67	64,7	29,5	19	96,5	30,7	
Moy	12,6	26,5	82	97,1	27,5	78	73,7	26,4	80	86,2	26,4	82	62,5	26,6	83	64,6	26,0	76	26,1	23,7	80	65,0	26,8	67	96,9	28,2	71

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho
pendant le mois de Novembre 1937**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	REBARQUÉ
315-Nigerian Hambourg-Sapele	Anglais	1. 11. 37	1. 11. 37	3.201	36	125.610	—
316-Asie Pte. Noire-Bordeaux	Français	—	—	4.214	138	1.648	159.446
317-Wm. Wilberforce Liverpool-Lagos	Anglais	2. 11. 37	2. 11. 37	2.165	43	19.897	—
318-Thornlea Calcutta-Burutu	—do—	3. 11. 37	3. 11. 37	2.548	35	108.932	—
319-Ingo Hambourg-Lagos	Allemand	4. 11. 37	5. 11. 37	2.362	48	63.690	12
320-Ango Dunkerque-Douala	Français	5. 11. 37	8. 11. 37	4.362	47	1.079.733	5.336
321-Foucauld Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—	5. 11. 37	6.599	165	3.223	1.520
322-Banfora Marseille-Douala	—do—	8. 11. 37	8. 11. 37	5.577	150	13.597	—
323-Bodnant Calcutta-Kribi	Anglais	—	—	3.229	43	79.999	—
324-John Holt Liverpool-Douala	—do—	9. 11. 37	9. 11. 37	1.794	41	68.126	—
325-Carnia Trieste-Durban	Italien	—	—	3.378	45	100.418	—
326-Canada Marseille-Lagos	Français	11. 11. 37	11. 11. 37	5.668	162	3.468	1.100
327-Alchiba Amsterdam-Douala	Hollandais	13. 11. 37	13. 11. 37	2.704	40	56.531	118.810
328-Canada Lagos-Marseille	Français	14. 11. 37	14. 11. 37	5.668	162	50	316.675
329-Ingo Pt. Harcourt-Hambourg	Allemand	—	15. 11. 37	2.362	48	3.581	364.000
330-Vendome Pedra de Lune-Cotonou	Français	15. 11. 37	—	2.534	35	107.940	—
331-Foucauld Pte. Noire-Bordeaux	—do—	—	—	6.599	163	1.298	13.677
332-Anfora Durban-Trieste	Italien	17. 11. 37	17. 11. 37	3.397	45	8.463	261.258
333-Gabon Pte. Noire-Bordeaux	Norvégien	18. 11. 37	18. 11. 37	2.796	32	—	439.752
334-Sinaia Marseille-Lagos	Français	—	—	5.072	84	38.737	—
335-Sobo Liverpool-Kribi	Anglais	—	—	2.321	48	20.961	4.602
336-Maaskerk Hambourg-Douala	Hollandais	19. 11. 37	19. 11. 37	2.447	66	73.831	103.274
337-Brazza Bordeaux-Pte. Noire	Français	—	—	6.206	140	22.530	—
338-Ashantian Liverpool-Opobo	Anglais	—	—	2.960	41	97.227	—
339-Ft. Archambault Anvers-Douala	Français	20. 11. 37	20. 11. 37	3.288	43	23.484	—
340-Warrian Takoradi-Lagos	Anglais	21. 11. 37	21. 11. 37	570	47	213.120	—
341-Ethiopian Hambourg-Burutu	—do—	—	—	3.203	37	76.831	—
342-Chelma Marseille-Pte. Noire	Français	23. 11. 37	23. 11. 37	3.106	39	52.286	—

NOM, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
343-Liberian Longres-Douala	Anglais	23. 11. 37	23. 11. 37	3.068	41	201.628	103.274
344-Touareg Marseille-Douala	Français	25. 11. 37	25. 11. 37	3.123	74	17.061	1.129
345-Ango Douala-Dunkerque	—do—	26. 11. 37	26. 11. 37	4.262	46	15.165	356.898
346-Brazza Pte. Noire-Bordeaux	—do—	29. 11. 37	29. 11. 37	6.206	139	—	29.242

PORT D'ANÉCHO

9-Gabon Pte. Noire-Marseille	Norvégien	13. 11. 37	13. 11. 37	2.796	32	—	41.026
--	-----------	------------	------------	-------	----	---	--------

Lomé, le 1^{er} Décembre 1937.

Le chef du service des Douanes,

Toqué.

Textes publiés à titre d'information

**Indemnité spéciale temporaire en faveur
du personnel colonial en service dans la métropole
et dont le traitement net annuel est inférieur
à 30.000 francs**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde du personnel colonial et tous les textes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 26 mars 1937 tendant à améliorer la situation des personnels de l'Etat;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 1^{er} avril 1937, il est attribué aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux qui se trouvent dans la métropole dans une position de service ou de congé rétribué et dont le traitement annuel net est inférieur à 30.000 francs, une indemnité spéciale temporaire mensuelle, non soumise à retenue pour pensions ou retraites.

Le taux de cette indemnité, qui suit le sort de la rémunération principale, est fixé ainsi qu'il suit :

1^o — Traitements et salaires bruts inférieurs à 9.000 francs l'an, 75 francs par mois;

2^o — Traitements et salaires bruts compris entre un brut de 9.000 francs et un net de 12.000 francs, 100 francs par mois;

3^o — Pour les traitements supérieurs à 12.000 frs., le taux de l'indemnité sera calculé en déduisant d'une somme fixe de 100 francs un montant de prélèvement calculé comme suit :

Agents dont les émoluments nets sont compris entre :

12.001 et 13.000	14 francs
13.001 et 14.000	15 —
14.001 et 15.000	16 —
15.001 et 16.000	34 —
16.001 et 17.000	36 —
17.001 et 18.000	39 —
18.001 et 19.000	41 —
19.001 et 20.000	43 —
20.001 et 21.000	68 —
21.001 et 22.000	73 —
22.001 et 23.000	75 —
23.001 et 24.000	78 —
24.001 et 25.000	82 —
25.001 et 26.000	85 —
26.001 et 27.000	88 —
27.001 et 28.000	92 —
28.001 et 29.000	95 —
29.001 et 30.000	98 —

Le traitement brut à considérer ne comprend pas l'indemnité spéciale de séjour en France, ni l'indemnité de résidence dans Paris.

Dans chacune des tranches ci-dessus la nouvelle rémunération nette, augmentée de l'indemnité spéciale temporaire, sera toujours au moins égale à la rémunération nette maximum de la tranche inférieure augmentée de l'indemnité précitée.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables au personnel des cadres locaux des colonies en service ou en congé dans la métropole dans les conditions prévues à l'article 1^{er}.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 octobre 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle ».

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 30 JUIN 1935

ACTIF

Actionnaires	11.250.000,00								
Caisse, Banque de France & C. N. E. P.	117.055.332,14								
Garantie de la circulation	<table> <tr> <td>Bons de la Défense Nationale</td><td>313.606.000,00</td></tr> <tr> <td>Bons du Trésor</td><td>5.000.000,00</td></tr> <tr> <td>Dépôt au Trésor public</td><td>1.000.000,00</td></tr> <tr> <td>Disponibilités à vue à l'Etranger</td><td>14.081.612,55</td></tr> </table>	Bons de la Défense Nationale	313.606.000,00	Bons du Trésor	5.000.000,00	Dépôt au Trésor public	1.000.000,00	Disponibilités à vue à l'Etranger	14.081.612,55
Bons de la Défense Nationale	313.606.000,00								
Bons du Trésor	5.000.000,00								
Dépôt au Trésor public	1.000.000,00								
Disponibilités à vue à l'Etranger	14.081.612,55								
Portefeuille	805.609.179,29								
Avances couvertes par des garanties spéciales	24.229.350,80								
Participations Financières	1.913.151,88								
Avances sans intérêt aux Colonies	10.000.000,09								
Avances contractuelles aux Colonies	49.649.939,80								
Comptes-courants & débiteurs divers	31.775.618,81								
Immeubles	11.663.930,86								
Comptes d'ordre & divers	19.023.526,16								
	Frs. : 1.415.857.642,38								

PASSIF

Capital	50.000.000,00						
Réserves	<table> <tr> <td>Fonds de prévoyance statutaire</td><td>17.500.000,00</td></tr> <tr> <td>Réserve statutaire</td><td>1.472.718,90</td></tr> <tr> <td>Réserve supplémentaire</td><td>2.945.437,85</td></tr> </table>	Fonds de prévoyance statutaire	17.500.000,00	Réserve statutaire	1.472.718,90	Réserve supplémentaire	2.945.437,85
Fonds de prévoyance statutaire	17.500.000,00						
Réserve statutaire	1.472.718,90						
Réserve supplémentaire	2.945.437,85						
Provision pour remboursement de billets de banque adirés	55.000.000,00						
Billets au porteur en circulation	700.893.165,00						
Effets à payer	45.279.313,40						
Comptes-courants & créditeurs divers	163.365.627,56						
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leur compte-courant)	278.987.166,00						
Dividendes à payer	816.780,90						
Clients & correspondants (leur compte d'encaissement)	23.375.071,95						
Effets en nantissement	36.464.420,98						
Comptes d'ordre & divers	32.664.839,60						
Réescompte du portefeuille	4.056.100,24						
Profits & Pertes : Bénéfice net du semestre	3.037.000,00						
	Frs : 1.415.857.642,38						

Le Censeur,
P. SANSON.

Le Directeur de la Succursale,
P. MENU.

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale

Suivant acte en date du vingt huit octobre mil neuf cent trente sept enregistré à Lomé le 28 octobre 1937, folio 98, n° 961, a été déposé au greffe du tribunal de première instance de Lomé tenant lieu de greffe du tribunal de commerce et de justice de paix un extrait des dispositions prises par l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale portant le capital social de ladite Société à SOIXANTE QUINZE MILLIONS DE FRANCS.

L'agent fondé de pouvoirs pour le Togo p. l.,

J. HARDOUIN.

AVIS

M. Francis Louis informe toutes les personnes avec lesquelles il est en relations, qu'il ne fait plus partie de la Société Coloniale Industrielle et Agricole, sise à Anécho.

Lomé, le 1^{er} décembre 1937.
